

Communiqué de presse, 31 mai 2010, collectif RomEurope de l'agglomération nantaise

Le collectif RomEurope de l'agglomération nantaise dénonce la chasse aux Roms

Depuis notre rencontre du 14 avril 2010 avec le préfet, et en dépit de cette apparente ouverture, nous constatons, dans l'agglomération nantaise, l'accélération des expulsions et une escalade de la tension : gonflements des chiffres, procédures d'expulsion des terrains accélérées, voire irrégulières, manquements à la parole donnée, menaces pénales et expulsions du territoire français en cours (OQTF), menaces de destruction des caravanes, pressions policières sur les familles et les militants du collectif, "éloignement" sous escorte policière des familles roms vers les communes limitrophes, puis, aujourd'hui, au delà des limites de l'agglomération.

C'est un véritable harcèlement des habitants roms qui est actuellement organisé dans l'agglomération nantaise. L'objectif de Nantes Métropole, de certains maires et de la Préfecture est-il maintenant de vider l'agglomération de ses habitants roms, citoyens européens ?

Nous invitons les habitants et élus de l'agglomération à s'informer de la réalité de ces habitants de notre métropole, de leurs enfants et adolescents scolarisés et de plus en plus déscolarisés par le harcèlement dont ils font l'objet, de leurs jeunes enfants nés à Nantes, à lire les différents dossiers produits par le collectif et des habitants roms, à exiger avec nous et les familles roms l'organisation immédiate d'une table-ronde pour arrêter ce gâchis humain, moral et politique.

Compte-rendu de la réunion avec le préfet du 14 avril 2010

Communication au public des documents produits par le collectif RomEurope et des habitants roms roumains de l'agglomération

Mercredi 14 avril 2010, une délégation composée de représentants du collectif nantais Romeurope et d'habitants roms de l'agglomération nantaise a été reçue par le directeur de cabinet du préfet de Loire-Atlantique.

Au cours de cette entrevue, nous lui avons décrit l'actuelle politique publique de désinsertion des habitants roms de Nantes, marquée par le dénigrement, l'infantilisation, le traitement ethnique et les expulsions systématiques des terrains diffus sans solution de relogement.

Cette politique publique de désinsertion, très coûteuse pour la collectivité, enferme les habitants roms de la métropole nantaise dans le bidonville, l'instabilité et la très grande précarité, organise la déscolarisation de leurs enfants et empêche l'accès normal au système de santé et au marché du travail.

Elle nie leur intégration et leur désir d'une intégration réussie qui contribue au développement local.

Elle nie également la réalité de la discrimination économique et sociale des populations roms et l'extrême pauvreté qui en découle.

Avec les habitants roms présents, nous avons exposé à la fois l'engagement des familles, notamment à travers la grande attention et l'intérêt portés à leurs enfants, dans un projet de réussite et d'intégration en France, et la grande modestie de leurs demandes, leur désir de participer activement à des solutions locales bien moins coûteuses et bien plus astucieuses que la politique de l'expulsion policière.

Nous avons également convenu avec notre interlocuteur que les chiffres fantaisistes de roms présents sur l'agglomération, annoncés par certains, devaient être revus fortement à la baisse.

De même, nous avons rappelé que la HALDE (haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité) dans ses recommandations adressées au gouvernement le 26 octobre 2009, a relevé les profonds dysfonctionnements et les traitements discriminatoires envers les citoyens roumains roms en France, citoyens européens, électeurs de droit aux élections municipale et européenne.

Enfin, nous avons évoqué la contradiction entre les recommandations de la commission européenne à l'occasion du deuxième sommet européen pour l'intégration des roms, organisée par la présidence espagnole le 8 avril 2010 à Cordoue, ainsi que l'extension des financements européens pour l'aide à l'intégration des roms en dehors des pays de départ, et la politique de désinsertion des roms nantais au sein d'une métropole, la nôtre, Nantes Métropole, marquée par une forte identité européenne et un consensus autour de la cohésion sociale, de la solidarité et de l'innovation.

Nous avons remis au Préfet

- les propositions du collectif Romeurope : " Habitants roms nantais, une politique publique pacifiée pour des gens comme les autres "
- les textes des familles roms de plusieurs terrains : " Paroles d'habitants roms nantais, à propos de la vie ici "
- les recommandations de la HALDE du 26 octobre 2009 adressées au gouvernement

Nous lui avons réitéré notre demande d'une table-ronde élus-état-associations-habitants sur l'intégration des habitants roms nantais, faisant un bilan, partageant les informations et les savoirs-faire, remettant les acteurs locaux au travail pour innover dans une politique d'accueil humaine, modeste et économe.

Nous l'avons informé que nous demandions à être reçu par le président de Nantes Métropole pour lui faire part de cette demande de table-ronde.

Ces trois documents ci-joints sont envoyés au président de Nantes Métropole, aux maires de l'agglomération, aux députés, conseillers généraux et régionaux concernés, à tous les élus et habitants qui nous le demanderont.